

**COMMUNAUTE** -ooOoo---  
**D'AGGLOMERATION**  
**DE BETHUNE-BRUAY, ARTOIS LYS ROMANE**

*Le mardi 26 septembre 2023, à 17 H 30, le Bureau Communautaire s'est réuni, à la salle Olof Palme de Béthune, sous la Présidence de Monsieur GACQUERRE Olivier, Président de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane en suite d'une convocation en date du 20 septembre 2023, dont un exemplaire a été affiché à l'Hôtel Communautaire.*

**ETAIENT PRESENTS :**

*GACQUERRE Olivier, LECONTE Maurice, BOSSART Steve, LAVERSIN Corinne, LEMOINE Jacky, GAQUÈRE Raymond, SCAILLIEREZ Philippe, BERRIER Philibert, DELELIS Bernard, THELLIER David, DEROUBAIX Hervé, DE CARRION Alain, IDZIAK Ludovic, PÉDRINI Léo, COCQ Bertrand, DEBAS Gregory, DELECOURT Dominique, DEPAEUW Didier, DRUMÉZ Philippe (à partir de la question 10), DUBY Sophie, DUCROCQ Alain, DUHAMEL Marie-Claude, HENNEBELLE Dominique, GIBSON Pierre-Emmanuel (à partir de la question 7), LECLERCQ Odile, LEFEBVRE Nadine (à partir de la question 5), MANNESSIEZ Danielle, MULLET Rosemonde, MEYFROIDT Sylvie, OGIEZ Gérard, ALLEMAN Joëlle, BARROIS Alain, BERTIER Jacky, BERTOUX Maryse (à partir de la question 5), BEVE Jean-Pierre, BLONDEL Marcel, CANLERS Guy, CLAIRET Dany, DASSONVAL Michel, DEBAECKER Olivier, DECOURCELLE Catherine, DELEPINE Michèle, DELETRE Bernard, DELPLACE Jean-François, DEMULIER Jérôme, DERICQUEBOURG Daniel, DESSE Jean-Michel, DOUVRY Jean-Marie, FLAJOLET André (à partir de la question 8), FURGEROT Jean-Marc, GAROT Line, GLUSZAK Franck, HERBAUT Emmanuel, JURCZYK Jean-François, LECOMTE Maurice, LELEU Bertrand, LOISON Jasmine, MACKE Jean-Marie, MAESELE Fabrice, MALBRANQUE Gérard, MATTON Claudette, NEVEU Jean, OPIGEZ Dorothée, PHILIPPE Danièle, PREVOST Denis, QUESTE Dominique, SANSEN Jean-Pierre, SGARD Alain, VERWAERDE Patrick, VOISEUX Dominique*

**PROCURATIONS :**

*DAGBERT Julien donne procuration à LEMOINE Jacky, SOUILLIART Virginie donne procuration à LAVERSIN Corinne, DELANNOY Alain donne procuration à DELECOURT Dominique, MARIINI Laetitia donne procuration à GACQUERRE Olivier, PAJOT Ludovic donne procuration à MAESELE Fabrice, PRUVOST Marcel donne procuration à SANSEN Jean-Pierre*

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

*CHRETIEN Bruno, DEBUSNE Emmanuelle, DUPONT Jean-Michel, EDOUARD Eric, SELIN Pierre, BECUWE Pierre, CASTELL Jean-François, COCQ Marcel, CRETEL Didier, DEFEBVIN Freddy, DELANNOY Marie-Josephe, DELHAYE Nicole, DESQUIRET Christophe, DUPONT Yves, FLAHAUT Jacques, HANNEBICQ Franck, HENNEBELLE André, HOCQ René, LEGRAND Jean-Michel, LEVENT Isabelle, MARCELLAK Serge, MASSART Yvon, PICQUE Arnaud, ROBIQUET Tanguy, TAILLY Gilles, TASSEZ Thierry, TRACHE Bruno*

*Monsieur DEBAECKER Olivier est élu Secrétaire,*

*La séance est ouverte,*

Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane,

**DELIBERATION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE**  
**26 septembre 2023**

**FINANCES, CONTROLE DE GESTION ET COMMANDE PUBLIQUE**

**CANDIDATURE A L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT - DISPOSITIF**  
**D'ACCOMPAGNEMENT COLLECTIF - METTRE EN PLACE UNE EVALUATION**  
**ENVIRONNEMENTALE DE SON BUDGET - « BUDGET VERT »**

Monsieur le Président expose à l'Assemblée les éléments suivants :

« Vu le Projet de Territoire, approuvé par délibération n° 2022/CC136 du Conseil Communautaire du 6 décembre 2022 :

L'évolution écologique, et notamment climatique, que nous vivons actuellement appelle une importante prise de conscience des effets environnementaux des politiques publiques et une très forte accélération des efforts de transition, particulièrement dans les territoires. Cette question est notamment à considérer sous l'angle de l'affectation des ressources budgétaires, qui conditionnent et traduisent les actions et les compétences exercées par la Communauté d'Agglomération.

Le principe du « budget vert » est de s'interroger sur comment, à travers une lecture des dépenses budgétaires de la collectivité, celles-ci contribuent à l'aggravation de la situation écologique ou au contraire contribuent à l'effort d'atténuation. L'enjeu est de mieux connaître les impacts environnementaux de chaque dépense budgétaire afin de progressivement réduire celles qui s'avèreraient le moins en phase avec les objectifs de transition écologique – qu'ils soient inscrits au niveau national (par exemple pour les objectifs climat : Stratégie Nationale Bas Carbone, Accords de Paris, ...), régional (SRADDET, REV3) ou territorial (projet de territoire, PCAET).

Développée à l'échelle des États, dont la France depuis plusieurs années, l'approche «Budget Vert» fait l'objet de déclinaisons pour les autorités locales et de travaux suivis notamment par l'OCDE. En France, le Think Tank I4CE (Institute for Climate Economics) a co-produit avec plusieurs collectivités pilotes une méthodologie d'évaluation « climat » des budgets locaux en novembre 2020 qui a été actualisée en 2022. La méthodologie I4CE comporte à ce jour un volet climat "atténuation" et un volet "adaptation". L'hypothèse d'une généralisation des budgets verts au sein des collectivités territoriales est actuellement en débat au niveau national.

Le CD2E, pôle d'excellence régional de l'éco-transition, est une structure qui propose d'accompagner gratuitement le déploiement de budgets verts au sein des collectivités territoriales et de leurs groupements en Hauts-de-France. Il a lancé à cet effet un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour un accompagnement collectif, avec le soutien de la direction régionale de l'ADEME – Agence nationale de la transition écologique - et de la Région Hauts-de-France - notamment en lien avec la volonté de cette dernière d'intégrer dans

ses politiques et son fonctionnement institutionnel la dynamique REV3 (modèle de développement durable et de décarbonation dont s'est doté la Région).

Cet accompagnement prendra la forme d'un cycle d'ateliers techniques collectifs (sur 6 mois) dédiés à la prise en main de la méthodologie d'évaluation climat des budgets locaux, à la fois pour le volet « atténuation » et pour le volet « adaptation » et d'un appui individuel ponctuel (Question / réponse, échange sur une difficulté rencontrée...) en complément de ces temps collectifs.

Il est proposé à l'Assemblée :

- d'autoriser l'engagement de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, dans une démarche de « Budget Vert »,

- d'approuver la candidature de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane à l'appel à manifestation d'intérêt du CD2E relatif au Dispositif d'Accompagnement Collectif « Mettre en place une évaluation environnementale de son budget - Budget Vert »,

- d'autoriser le Président, le Vice-président délégué ou Conseiller délégué à signer tout document relatif à cet Appel à Manifestation d'Intérêt. »

Monsieur le Président demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer,

En vertu des délibérations du Conseil communautaire en date des 15 juillet et 29 septembre 2020 de décider de la participation aux appels à projets lancés par l'Etat, la Région, le Département....

Sur proposition de son Président,  
Le Bureau communautaire,  
A la majorité absolue,

**AUTORISE** l'engagement de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, dans une démarche de « Budget Vert »,

**APPROUVE** la candidature de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane à l'appel à manifestation d'intérêt du CD2E relatif au Dispositif d'Accompagnement Collectif « Mettre en place une évaluation environnementale de son budget - Budget Vert »,

**AUTORISE** résident, le Vice-président délégué ou Conseiller délégué à signer tout document relatif à cet Appel à Manifestation d'Intérêt.

**PRECISE** que la présente délibération sera portée à la connaissance du Conseil communautaire lors de sa prochaine réunion.

**INFORME** que cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

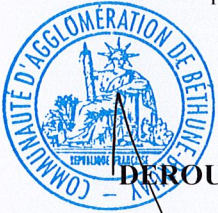
Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Ont signé au registre des délibérations les membres présents,  
Pour extrait conforme,  
Par délégation du Président,  
Le Vice-président délégué,

Certifié exécutoire par le Président  
Compte tenu de la réception en  
Sous-préfecture le : **29 SEP. 2023**

Et de la publication le : **29 SEP. 2023**  
Par délégation du Président,  
Le Vice-président délégué,



**DEROUBAIX Hervé**



**DEROUBAIX Hervé**



## APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

À l'attention des collectivités territoriales des Hauts-de-France et de  
leurs groupements

---

**Dispositif d'Accompagnement Collectif**  
**Mettre en place une évaluation environnementale de son**  
**budget - « Budget Vert »**

---

Date de lancement de l'appel : **lundi 26 juin 2023**  
Date limite de réponse : **vendredi 29 septembre 2023 – 12h00**

---



## Résumé

**Dans le contexte d'accélération de l'effort de transition écologique et notamment pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux impacts du réchauffement climatique, les collectivités territoriales sont en première ligne.** Du fait de leurs compétences, de l'importance de leur patrimoine, mais également parce qu'elles portent plus de 60% de l'effort d'investissement public annuel.

Au regard des engagements de transition et des obligations réglementaires concernées, un « mur d'investissement » pour la transition se dessine, qui constitue un défi majeur. Parmi les réflexions sur les sources de financement pour y répondre, **la réorientation de dépenses budgétaires défavorables aux enjeux de transition** est une piste explorée pour :

- D'une part réduire les dépenses non-alignées avec la trajectoire vers la neutralité carbone,
- Et d'autre part dégager des marges budgétaires pour des dépenses répondant aux objectifs de transition.

**Cette démarche nécessite une méthodologie d'évaluation environnementale des dépenses budgétaires. Plusieurs approches sont développées au niveau des États et des collectivités territoriales, regroupées sous le terme « budgets verts ».**

Le CD2E propose d'accompagner le déploiement de budgets verts au sein des collectivités territoriales et de leurs groupements en Hauts-de-France, en lançant un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour un accompagnement collectif, avec le soutien de la direction régionale de l'ADEME – Agence nationale de la transition écologique - et de la Région Hauts-de-France - notamment en lien avec la volonté de cette dernière d'intégrer dans ses politiques et son fonctionnement institutionnel la dynamique REV3 (modèle de développement durable et de décarbonation dont s'est doté la Région).

L'objectif est de faire progresser la compréhension des impacts environnementaux des décisions budgétaires des collectivités et institutions, et de faciliter l'alignement des décisions budgétaires avec les ambitions d'éco-transition inscrites dans les projets politiques et les stratégies nationales (Stratégie Nationale Bas-Carbone - SNBC, future Stratégie Française Energie Climat - SFEC) régionales (REV3, Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires - SRADDET), et territoriales (Plan Climat Air Energie Territorial - PCAET, etc.).



## CONTEXTE

### Présentation du CD2E

Le CD2E, pôle d'excellence régional, soutient, depuis 2002, les entreprises et les territoires des Hauts-de-France dans la transformation de leur modèle économique afin de massifier la transition écologique, énergétique et la décarbonation durable, en favorisant un développement économique vertueux et générateur d'emplois non délocalisables. Ses cœurs d'expertise sont : le bâtiment durable (construction et rénovation), les énergies renouvelables (en particulier le solaire thermique et le photovoltaïque), l'économie circulaire dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics et les achats publics durables.

Par ses activités, le CD2E partage les ambitions régionales de transition écologique et économique exprimées dans la feuille de route REV3 2022-2027 de la Région Hauts-de-France et s'engage pour la transformation des Hauts-de-France vers une société décarbonée et durable à l'horizon 2050. Le CD2E fédère plus de 250 adhérents en région engagés dans cette ambition : entreprises, collectivités territoriales, administrations, bailleurs sociaux, promoteurs, industriels, bureaux d'études, architectes...

### Présentation du service collectivités et du programme Achats Publics Durables

En 2023, le CD2E réorganise son offre de service pour la rendre plus lisible et complète pour ses différentes cibles : collectivités territoriales, établissements publics et administrations, bailleurs et promoteurs immobiliers, et entreprises.

Le service « collectivités territoriales » rassemble les consultants-experts du CD2E travaillant plus spécifiquement en réponse aux besoins et défis des collectivités territoriales en matière de bâtiment durable (construction, rénovation), production d'énergie renouvelable (solarisation de patrimoine, projet d'autoconsommation collective ou individuelle), intégration de solutions circulaires dans les travaux publics, *etc.* Le service organise les missions d'intérêt général portées par le CD2E avec le soutien de ses partenaires financeurs (Région Hauts-de-France, ADEME Hauts-de-France, *etc.*), accessibles gratuitement aux bénéficiaires, l'offre de service à destination des collectivités et institutions adhérentes du CD2E, ainsi que la conception d'offres de services personnalisées sous conventionnement particulier.

Le CD2E développe depuis 2019 un programme « achats publics durables » pour accompagner les maîtrises d'ouvrages publiques dans la traduction opérationnelle de leurs ambitions dans les pièces de marché - intégration de dispositions environnementales : critères, clauses techniques et d'exécution... La mise en place d'un « budget vert » peut contribuer à la massification des pratiques d'achats durables. Le présent appel à manifestation d'intérêt s'inscrit dans le cadre de ce programme.

## L'enjeu : aligner les dépenses avec les objectifs de transition

La situation écologique, notamment climatique, appelle une très forte accélération des efforts de transition, y compris dans les territoires. La question des modalités de financement de ces efforts de transition – investissements bas carbone, pour l'adaptation aux impacts du réchauffement climatique, pour la préservation des ressources en eau, etc. - se pose de manière aiguë pour les collectivités territoriales. Mais la question est également à considérer sous l'angle de l'affectation des ressources budgétaires. Comment les dépenses budgétaires de la collectivité contribuent à l'aggravation de la situation écologique ? ou au contraire à l'effort d'atténuation ? L'enjeu est de mieux connaître les impacts environnementaux de chaque dépense budgétaire afin de progressivement réduire les dépenses non alignées avec les objectifs de transition écologique – qu'ils soient inscrits au niveau national (par exemple pour les objectifs climat : SNBC), régional (SRADDET, REV3) ou territorial (PCAET).

## Le « Budget Vert »

Développée à l'échelle des États, dont la France depuis plusieurs années<sup>1</sup>, cette approche propose d'évaluer l'impact environnemental de chaque décision budgétaire, afin de renforcer leur prise en considération et de progresser vers un alignement des décisions budgétaires avec les objectifs environnementaux, notamment climatiques (Accord de Paris, Stratégie Nationale Bas Carbone, ...)<sup>2</sup>. L'approche fait l'objet de déclinaisons pour les autorités locales et de travaux suivis notamment par l'OCDE<sup>3</sup>.

En France, le *Think Tank* I4CE (*Institute for Climate Economics*) a co-produit avec plusieurs collectivités pilotes une méthodologie d'évaluation climat des budgets locaux publiée sous licence *creative commons* en novembre 2020. Une version actualisée et intégrant plusieurs développements méthodologiques sectoriels a été publiée en septembre 2022<sup>4</sup>.

La méthodologie I4CE comporte à ce jour un volet climat "atténuation" et un volet "adaptation".

Les associations de collectivités appuient cette approche méthodologique, en particulier l'Association des Maires de France (AMF)<sup>5</sup>, France Urbaine et Régions de France<sup>6</sup>, qui ont soutenu ses développements successifs.

L'ADEME soutient cette approche et l'a intégrée à son référentiel "Climat Air Energie" du label Territoire Engagé Transition Ecologique (cf. Point 5.2.1 - "Financer et budgéter la politique Climat Air Energie et réaliser une évaluation climat du budget")<sup>7</sup>.

Pour sa part, la Région Hauts-de-France, dans le cadre de la feuille de route REV3 2022-2027<sup>8</sup>, a engagé un important chantier interne dont l'ambition est d'intégrer REV3 dans les politiques régionales et dans le fonctionnement de l'institution. Il en résulte, en particulier, une démarche de marquage REV3 des délibérations avec un suivi financier des opérations qui, en dépit de certaines différences notables, s'apparente néanmoins à une logique de budgétisation verte.

<sup>1</sup> Cf. Présentation du budget vert de l'Etat, site du Ministère de l'Economie et des Finances : <https://www.economie.gouv.fr/budget-vert#>

<sup>2</sup> Postic S., *Evaluation environnementale du budget : revue des expériences internationales*, I4CE, sept. 2021 : <https://www.i4ce.org/publication/evaluation-environnementale-du-budget-climat/>

<sup>3</sup> Cf. la page du site de l'OCDE dédiée au « *Subnational Green Budgeting* » : <https://www.oecd.org/fr/regional/snggreenbudgeting.htm>

<sup>4</sup> Fetet. M., Goxe A., Nicol M., et al., *Evaluation environnementale des budgets des collectivités locales. Guide méthodologique*. I4CE, sept. 2022 : <https://www.i4ce.org/publication/evaluation-climat-des-budgets-des-collectivites-territoriales-guide-methodologique/>

<sup>5</sup> Cf. la tribune « Budgets Verts : au tour des collectivités ! » co-signée par l'AMF et France Urbaine avec I4CE dans la *Gazette des communes* : <https://www.amf.asso.fr/documents-budgets-verts-au-tour-collectivites-/39782>

<sup>6</sup> Cf. la conférence-webinaire « Budget vert régional » organisée par Régions de France le 27 septembre 2022 : <https://regions-france.org/actualites/actualites-nationales/save-the-date-webinaire-budget-vert-regional-27-septembre-a-suivre-direct/>

<sup>7</sup> Cf. le référentiel disponible en ligne : <https://territoireengagetransitionecologique.ademe.fr/referentiel/organisation-interne/>

<sup>8</sup> Cf. « REV3, la feuille de route 2022-2027 pour transformer les Hauts-de-France », adoptée le 23 juin 2022 : <https://www.hautsdefrance.fr/communique-presse-rev3-feuille-de-route-2022-2027-pour-transformer-les-hauts-de-france/>

## Actualité des budgets verts des collectivités

L'hypothèse d'une généralisation des budgets verts au sein des collectivités territoriales est actuellement en débat. Le Ministre de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires Christophe Béchu a engagé une consultation des associations d'élus sur le sujet.

Le Président de la Délégation aux Collectivités Locales et à la décentralisation de l'Assemblée Nationale, Thomas Cazenave, a pour sa part annoncé récemment vouloir déposer une proposition de loi en ce sens<sup>9</sup>.

***Dans ce contexte, l'AMI du CD2E constitue une opportunité pour les collectivités territoriales des Hauts-de-France d'anticiper d'éventuelles nouvelles obligations et de s'approprier une méthodologie utile pour le pilotage politique et budgétaire de leur transition.***

---

<sup>9</sup> Cf. La Gazette des communes – club finances, Interview de Thomas Cazenave : « Il faut généraliser les budgets verts dans les collectivités », publiée le 16 juin 2023 - <https://www.lagazettedescommunes.com/872847/thomas-cazenave-il-faut-generaliser-les-budgets-verts-dans-les-collectivites/>

**Le dispositif d'accompagnement « Budget Vert »**  
**Appui à l'appropriation et la mise en œuvre d'évaluation environnementale**  
**des budgets des collectivités territoriales en Hauts-de-France**  
**De quoi s'agit ? Quels en sont les bénéficiaires ?**

*Comment démarrer ? Quelle méthodologie ? quelle robustesse des informations ? Quels domaines explorer en priorité ? Quelles étapes ? Avec qui ? Quelle organisation ? Quelle utilisation des résultats ?*

*L'accompagnement collectif proposé permettra de traiter l'ensemble de ces questions, de manière concrète et opérationnelle, en les confrontant à des retours d'expériences.*

**Quels sont les objectifs de cet AMI ?**

- Passer de la sensibilisation des élus et cadres dirigeants des collectivités, notamment en charge des finances et du budget, aux enjeux et impacts des décisions budgétaires sur l'environnement, à la mise en place d'un outil opérationnel d'évaluation et de pilotage budgétaire de la transition.
- Accompagner plusieurs collectivités dans une démarche d'appropriation collective et d'entraide, afin de progresser à plusieurs
- Expérimenter la mise en place d'une méthodologie spécifique – la méthodologie d'évaluation environnementale des budgets locaux d'I4CE – en s'appuyant sur les enseignements de l'accompagnement pour la confronter à d'autres approches (notamment s'agissant de la Région Hauts-de-France, le marquage REV3 des délibérations et le suivi budgétaire qui en résulte) et rechercher des enseignements et enrichissements croisés pour les collectivités intéressées.

**Que propose concrètement le CD2E à travers cet accompagnement ?**

- Porter un accompagnement collectif, c'est-à-dire organisé par un cycle d'ateliers techniques dédiés à la prise en main de la méthodologie d'évaluation climat des budgets locaux, à la fois pour le volet « atténuation » et pour le volet « adaptation ».
- Permettre de confronter les participants aux exigences de la méthode : travail sur les documents budgétaires (Compte Administratif, Budget Primitif), dans leur présentation croisant « Nature » et « Fonction » ; utilisation des critères de classement (appui sur les annexes techniques de la méthodologie), ...
- Aborder les enjeux organisationnels (échanges entre direction finance et direction environnement sur le pilotage de l'exercice ; organisation des échanges avec les directions et services pour assurer une bonne remontée des informations extra-budgétaires sollicitées, ...)
- S'appuyer à chaque séance sur un témoignage d'une collectivité ayant mis en œuvre un budget vert.
- Organiser, animer et capitaliser chaque séance.
- Apporter un appui individuel ponctuel (Question / réponse, échange sur une difficulté rencontrée...) en complément des temps collectifs.

### Modalités générales de l'accompagnement :

- Un dispositif GRATUIT pour les collectivités accompagnées,
- Des conseils méthodologiques,
- Des temps de formation et de coproduction,
- Des témoignages et retours d'expériences.

### Durée de l'accompagnement :

- 6 mois environ.
- 1 réunion de lancement associant élus et services techniques des collectivités engagées ;
- 4 journées de travail collectif rassemblant les binômes techniques finances / environnement de chaque collectivité engagée ;
- Une 1/2 journée d'atelier de restitution pour les partenaires à l'échelle Hauts-de-France en fin de cycle.

### Le calendrier 2023-2024 : programmation prévisionnelle

- Séance 1 – **jeudi 12 octobre après-midi à Loos-en-Gohelle** : rencontre de lancement de l'accompagnement  
*Participants* : Élu(s) référent(s), binômes techniques finances / environnement  
Cadrage de l'accompagnement collectif : ambition, organisation, déroulé.  
Présentation et échanges sur le contexte autour des budgets verts.  
Panorama des différentes approches disponibles et testées (Budget vert de l'Etat, méthodologie I4CE pour les collectivités, approche marquage REV3 des délibérations et suivi budgétaire qui en résulte mise en place par la Région Hauts-de-France, ...)  
Témoignage d'élus de collectivités ayant réalisé une évaluation environnementale de leur budget.
- Séance 2 – **jeudi 9 novembre (journée)** :  
*Participants* : binômes techniques finances / environnement  
Exploration de la méthodologie « Atténuation ».  
Retour d'expérience, exercices pratiques de mise en œuvre sur les comptes administratifs 2022
- Séance 3 – **jeudi 7 décembre (journée)** :  
*Participants* : binômes techniques finances / environnement  
Exploration de la méthodologie « Atténuation ».  
Application sur un projet de budget / programmation pluriannuelle d'investissement.  
Retours d'expériences, exercices pratiques
- Séance 4 - **date à déterminer en janvier 2024**  
*Participants* : binômes techniques finances / environnement  
Exploration de la méthodologie « Adaptation »  
Retour d'expérience, exercices pratiques de mise en œuvre
- Séance 5 - **date à déterminer en février**  
*Participants* : binômes techniques finances / environnement  
Présenter les résultats de l'évaluation environnementale du budget : points de vigilance, propositions.
- Atelier de restitution et synthèse des travaux : **à fixer en mars 2024**  
*Participants* : Élu(s) référent(s), binôme technique finances / environnement ; financeurs ; autres collectivités et établissements publics intéressés, ...

### Publics-cibles de l'accompagnement :

En priorité : les collectivités territoriales et leurs groupements : Communes, EPCI, Départements des Hauts-de-France.

Les établissements publics de la région intéressés peuvent nous contacter également.

#### En répondant à cet appel à candidature – élus et responsables techniques de collectivités - vous vous engagez concrètement à :

- Participer activement aux différentes étapes du dispositif d'accompagnement,
- Contribuer en fin d'accompagnement à la diffusion des résultats de l'expérimentation.

#### Et en particulier :

- Vous former
- Mobiliser les élus de votre collectivité ;
- En interne, expérimenter la mise en œuvre de la méthodologie entre les séances de regroupement collectif.

#### Des critères de sélection, condition préalable indispensable de l'engagement de la collectivité dans le dispositif :

- Un portage politique et technique local fort ;
- Une ambition en matière de transition écologique formalisée dans un document stratégique : plan réglementaire (type PCAET) adopté, contrat d'objectif signé (type Contrat de Relance et de Transition Ecologique – CRTE ; ou Contrat d'Objectif Territorial Troisième Révolution Industrielle – COTTRI , ...), engagement volontaire labellisé (type « Territoire engagé pour la transition écologique ») ou non (type Agenda 21 / Agenda 2030), ... ;
- L'engagement d'un binôme technique Finances / Contrôle de gestion ET Environnement / Climat.

## Comment candidater ?

En complétant et renvoyant le formulaire de candidature en annexe à Antoine Goxe :  
[a.goxe@cd2e.com](mailto:a.goxe@cd2e.com)

Par ailleurs, n'hésitez pas à nous **transmettre éventuellement des documents complémentaires** que vous jugerez utiles pour l'étude de votre candidature par les membres du jury de sélection.

### La sélection des collectivités participantes :

Le comité de sélection associera la Direction régionale de l'ADEME Hauts-de-France et la Région Hauts-de-France, partenaires financeurs de cette action du CD2E, ainsi que le Cerdd (Centre ressource du développement durable) en tant que partenaire observateur.

Date de lancement de l'appel à candidature : **lundi 26 juin 2023**

Date limite pour y répondre : **vendredi 29 septembre 2023 à 12h**

## Vos contacts

**Antoine GOXE**, consultant achats publics durables et budget vert - [a.goxe@cd2e.com](mailto:a.goxe@cd2e.com) - 06.01.99.96.70

**Alice BARCZYK**, chargée de communication - [a.barczyk@cd2e.com](mailto:a.barczyk@cd2e.com) – 06.28.09.67.05

## AMI Budget Vert Formulaire de candidature

Nom de la collectivité et coordonnées

Noms et qualités des responsables « opérationnels » de la collectivité :

Référent(s) politique(s) - nom(s), prénom(s), qualité(s) :

Référents techniques :

- Direction ou service Finances / contrôle de gestion :
  
- Direction ou service Environnement / Transition écologique

Préciser le « point contact » technique pour le CD2E :



Motivations des décideurs politiques locaux et des partenaires à s'engager dans le dispositif (10 à 15 lignes)

Actions déjà réalisées / engagées dans la structuration de la trajectoire d'éco-transition du territoire (exemples : PCAET adopté, labellisation « Territoire engagé Transition Ecologique », « Territoire démonstrateur REV3 », CRTE, COTTRI, autres dispositifs contractuels ou volontaires...) (10 à 15 lignes)

Êtes-vous adhérents d'une structure ou réseau accompagnant les collectivités dans l'éco-transition ?

- niveau international :  Oui  Non  
.....
- niveau national : :  Oui  Non  
.....
- niveau régional : :  Oui  Non  
.....

Formulaire à adresser en version électronique (en version « .doc » « .pdf ») à :  
Antoine Goxe – [a.goxe@cd2e.com](mailto:a.goxe@cd2e.com)

N'hésitez pas à nous transmettre éventuellement des documents complémentaires que vous jugeriez utiles pour l'étude de votre candidature.



